



**PRÉFET
DE LA
CÔTE-D'OR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne-Franche-Comté**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 921 du

26 JUIN 2025

Portant mise en demeure de respecter diverses prescriptions applicables

SOCIÉTÉ SNS INDUSTRIE

LONGVIC (21600)

Le préfet de la Côte-d'Or

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L.171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU le code de justice administrative ;

VU l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 08 avril 2005 à la société **SNS INDUSTRIE**, 9 rue de l'ingénieur Bertin à Longvic (21600), pour l'exploitation d'une unité de nettoyage de filtres divers et de décapage de pièces mécaniques d'une capacité maximale de traitement d'environ 180 000 m² de surface filtrante sur le territoire de la commune de Longvic au titre des rubriques 2565 et 2566 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 décembre 2021 ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 28 mars 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté transmis le 28 mars 2025 à l'exploitant en application de l'article L.171-6 du code de l'environnement ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté précité ;

CONSIDÉRANT que l'article L.171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

CONSIDÉRANT que l'article 8.3 de l'arrêté du 29 décembre 2021 susvisé dispose qu' : « Au point de rejet n°3, les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

Paramètre ou substance	Code sandre	Valeur ou concentration journalière maximale (en mg/L par défaut)	Flux
			Maximum journalier (en g/j par défaut)
Débit	1552	Max jour : 6 m³/j	
DBO5	1313	400	2400
DCO	1314	2000	12000
Azote global	1551	90	540
Phosphore total	1350	10	60
Cuivre	1392	0,5	3
Nickel	1386	0,8	4,8
Zinc	1383	0,8	4,8
Fer + Aluminium	7714	5	30

» ;

CONSIDÉRANT que l'article 5 de l'arrêté du 29 décembre 2021 susvisé dispose que : « Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de (pré-)traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites, [...] ; il mettra en œuvre un plan d'action visant à un retour à une situation normale dans les meilleurs délais. »

CONSIDÉRANT que les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 06 février 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant ne respecte par ces dispositions :

- article 8.3 : Les résultats d'auto-surveillance extraits du site de télédéclaration GIDAF ont été vus de janvier 2024 à décembre 2024. Des non-conformités majeures (non respect récurrent de valeurs limites à l'émission) ont été constatés notamment sur les paramètres suivants : zinc, nickel, fer+aluminium, DBO5, DCO, azote globale ;
- article 5 : Aucune action concrète n'a été mise en place visant un retour à une situation normale dans les meilleurs délais ;

CONSIDÉRANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société **SNS INDUSTRIE** de respecter les prescriptions des articles 5 et 8.3 de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2021 susvisé ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture :

ARRÊTE

Article 1 – Objet

La société **SNS INDUSTRIE** (numéro de SIRET 391 784 741 00038) sise 9 rue de l'ingénieur Bertin 21600 LONGVIC est mise en demeure de respecter :

- **dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues par le 2^e alinéa de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2021 en transmettant le plan d'actions retenu pour atteindre la performance requise des installations de traitement, présentant en détail les solutions techniques et organisationnelles prévues ;
 - **dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions prévues par le 1^{er} tableau de l'article 8.2 de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2021.
- À cet effet, les résultats d'autosurveillance devront être conformes aux valeurs limites a minima sur trois analyses consécutives.

ARTICLE 2 – SANCTIONS

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : NOTIFICATION ET PUBLICITE

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société **SNS INDUSTRIE**.

ARTICLE 4 – Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 – Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Maire de la commune de Longvic, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Fait à DIJON

Le préfet

Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

Denis BRUEL

